



Procès-verbal du Conseil du Village
de Pointe-aux-Outardes

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLAGE DE POINTE-AUX-OUTARDES**

Procès-verbal de la session spéciale du conseil municipal tenue le 4 juillet 2011 à la salle du Conseil et à laquelle sont présents :

Monsieur	André Lepage,	maire
Madame	Isabelle Imbeault,	conseillère
Monsieur	Julien Normand,	conseiller
Monsieur	Raymond Lavoie,	conseiller
Monsieur	François Girard,	conseiller

Et

Madame Dania Hovington, dir. gén./sec.-trés.

OUVERTURE DE LA SESSION

Monsieur le maire déclare la session ouverte à 19 h 05 et vérifie le quorum.

Les sujets à considérer sont les suivants:

1. Ouverture de la session
2. Dérogation mineure – 280, chemin Principal
3. Dérogation mineure – 599, chemin Principal
4. Dérogation mineure – 241, chemin Principal
5. Période de questions
6. Fermeture de la session

2011-07-149
5531

DÉROGATION MINEURE – 280, CHEMIN PRINCIPAL

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal prend connaissance de la demande de dérogation mineure DM-2011-02, soumise par les propriétaires de l'immeuble situé au 280, chemin Principal et qui est constitué des lots 13-12, 13-13, 13-35 et 13-P du rang de la Rivière-aux-Outardes, canton de Manicouagan ;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une serre pour usage privé d'une superficie de 44 m²;

CONSIDÉRANT QUE selon les propriétaires, le meilleur endroit pour installer cette serre est à cet endroit;

CONSIDÉRANT QUE cette serre sera utilisée pour fin privée en complément à l'usage d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE sans l'obtention de la dérogation mineure demandée, le respect de



Procès-verbal du Conseil du Village
de Pointe-aux-Outardes

la réglementation cause un préjudice à la personne qui la demande;

CONSIDÉRANT QUE

les propriétaires des immeubles voisins pourront continuer de jouir de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE

le comité consultatif en urbanisme recommande au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Julien Normand, et résolu à l'unanimité, d'accepter la demande de dérogation mineure DM-2011-02 afin de permettre la construction d'une serre privée d'une superficie de 44 m².

2011-07-150
5532

DÉROGATION MINEURE – 599, CHEMIN PRINCIPAL

CONSIDÉRANT QUE

le conseil municipal prend connaissance de la demande de dérogation mineure DM-2011-03, soumise par le propriétaire de l'immeuble situé au 599, chemin Principal et qui est constitué du lot 13-7 du rang de la Pointe-aux-Outardes, canton de Manicouagan ;

CONSIDÉRANT QUE

le garage est actuellement situé à 1.22 mètre de la ligne latérale droite, alors que la distance minimale de dégagement prescrite à l'article 7.2.2.1 du Règlement de zonage actuellement en vigueur est de 1.5 mètre;

CONSIDÉRANT QU'

une partie du garage empiète en cour avant de la résidence, alors que selon les articles 7.2.3.1 et 9.1 du Règlement de zonage actuellement en vigueur, il n'est pas permis de construire un garage en cour avant sur un lot non riverain au fleuve Saint-Laurent ou à la rivière aux Outardes;

CONSIDÉRANT QUE

le garage a été construit en vertu du permis de construction numéro 2010-00052;

CONSIDÉRANT QUE

l'erreur est survenue puisque les propriétaires ont utilisés les repères du terrain voisin dont leurs positions se sont avérées erronées;

CONSIDÉRANT QUE

sans l'obtention de la dérogation mineure demandée, le respect de la réglementation cause un préjudice à la personne qui la demande;

Procès-verbal du Conseil du Village
de Pointe-aux-Outardes



CONSIDÉRANT QUE les propriétaires des immeubles voisins pourront continuer de jouir de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif en urbanisme recommande au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Isabelle Imbeault, et résolu à l'unanimité, d'accepter la demande de dérogation mineure DM-2011-03 afin de régulariser l'implantation du garage isolé.

2011-07-151
5533

DÉROGATION MINEURE – 241, RUE LABRIE

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal prend connaissance de la demande de dérogation mineure DM-2011-04, soumise par la propriétaire de l'immeuble situé au 241, rue Labrie et qui est constitué du lot 17-6 du rang de la Pointe-aux-Outardes, canton de Manicouagan ;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté serait situé à environ 7.62 mètres de la rue David, alors que la marge de recul avant minimale prescrite à l'article 6.1.1 (Grille de spécifications) du Règlement de zonage actuellement en vigueur est de 11 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la présence de l'installation septique en arrière de la résidence rend difficile voire même impossible l'agrandissement de la résidence en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE la résidence est située à l'intersection de la rue Labrie et de la rue David;

CONSIDÉRANT QU' une demande de permis de construction portant le numéro 2001-0085 a été déposée à la municipalité de Pointe-aux-Outardes ;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul avant pour les résidences situées sur la rue David est de 6 mètres;

CONSIDÉRANT QUE sans l'obtention de la dérogation mineure demandée, le respect de la réglementation cause un préjudice à la personne qui la demande;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires des immeubles voisins pourront continuer de jouir de leur droit de propriété;



Procès-verbal du Conseil du Village
de Pointe-aux-Outardes

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif en urbanisme recommande au conseil municipal d'accepter la demande de dérogation mineure;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller François Girard, et résolu à l'unanimité, d'accepter la demande de dérogation mineure DM-2011-04 afin de permettre l'agrandissement projeté de la résidence à moins de 11 mètres de la rue David.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire invite les membres du conseil à poser des questions.

2011-07-152
5534

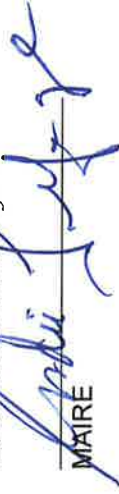
FERMETURE DE LA SESSION

Il est proposé par la conseillère Isabelle Imbeault, et résolu à l'unanimité, que la présente session soit et est levée; il est 19 h 11.


MAIRE

DIRECTRICE GÉNÉRALE/
SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE

Je, André Lepage, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.


MAIRE